

Maintenance multitechnique pour les sites de la CPAM du Bas-Rhin

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Acheteur public : CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE DU BAS RHIN

Numéro de la consultation : 2502-FORM

Objet de la consultation : Prestations de maintenance multitechnique de niveaux 1 à 4 des sites de la CPAM du Bas-Rhin

Sommaire

1.	IDENTIFICATION	4
2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
3.	PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	4
4.	ALLOTISSEMENT	4
5.	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
6.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
6.2.	Cadre général	5
7.	LIEU D'EXECUTION.....	5
8.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
9.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
10.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
10.2.	Représentation des parties	5
10.3.	Conditions d'exécution.....	6
a)	Remplacement des intervenants	6
b)	Délais d'exécution des prestations forfaitaires.....	6
c)	Emission et exécution des bons de commande.....	6
d)	Exigences relatives aux prestations	7
10.4.	Obligation du titulaire	7
a)	Obligation de conseil et plan de progrès.....	7
b)	Obligation d'information	8
c)	Mesures de sécurité	8
10.5.	Responsabilité du titulaire	8
10.6.	Considérations sociales.....	9
10.7.	Considérations environnementales.....	9
a)	Clause de réduction de l'empreinte carbone.....	9
b)	Clause de gestion des déchets.....	9
c)	Clause de durabilité des équipements	9
d)	Clause de gestion de l'eau.....	10
e)	Clause d'utilisation de produits et matériaux sans perturbateurs endocriniens.....	10
10.8.	Bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	10
10.9.	Traitement de données à caractère personnel	10
10.10.	Clause de réexamen	11
10.11.	Constatation de l'exécution des prestations	11
c)	Contrôle.....	11
d)	Opérations de vérification.....	11
e)	Constatation de l'exécution des prestations.....	11
10.12.	Garantie	12
10.13.	Pénalités.....	12
a)	Pénalités de retard.....	12
b)	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	12
11.	REGIME FINANCIER	14
11.2.	Forme et contenu des prix.....	14
11.3.	Variation des prix	14
11.4.	Avances.....	15
11.5.	Modalités financières	15
c)	Répartition des paiements	15
d)	Retenue de garantie	15
e)	Cautionnement et comptable assignataire.....	15
f)	Intérêts moratoires	16
g)	Modalités de facturation.....	16
11.6.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	17
12.	DISPOSITIONS DIVERSES	17
12.2.	Sous-traitance	17
12.3.	Assurances	18

1. Identification

Le présent accord-cadre est porté par la **Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin**

Adresse : **16 rue de Lausanne**

Code Postal : **67090**

Ville : **Strasbourg Cedex**

Siret : 51744212500012

Celle-ci est représentée par Monsieur Maxime ROUCHON, Directeur de la CPAM du Bas-Rhin.

2. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance multitechnique de niveaux 1 à 4 des sites de la CPAM du Bas-Rhin (norme AFNOR FDX 60-000).

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation :

- 50700000 - Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments.
- 71315200 - Services de conseil en bâtiment.

3. Périmètre de l'accord-cadre

L'accord-cadre concerne l'ensemble des sites de la CPAM du Bas-Rhin. Ces derniers sont mentionnés au sein de l'annexe n°1 du CCTP.

Ce périmètre est susceptible d'évoluer par l'intégration ou la suppression de sites au gré de la politique immobilière de l'acheteur.

4. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

5. Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre se décompose en prestations forfaitaires et en prestations à bons de commande.

L'accord-cadre est conclu pour sa partie à bons de commande : sans minimum, avec un maximum.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à :

- 2 500 000,00€ HT

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Les bons de commande seront transmis au Titulaire à la survenance du besoin.

Aucun bon de commande ne pourra être passé après la date d'expiration de l'accord-cadre. La durée d'exécution maximale des bons de commande ne pourra excéder trois mois après l'expiration de l'accord-cadre.

L'acheteur ne prend aucun engagement quant à la fréquence et à l'importance des bons de commande qui seront émis, le Titulaire devant en tous les cas être en mesure d'y répondre dans les délais fixés.

6. Durée de l'accord-cadre

6.2. Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une **période de quatre (4) ans ferme.**

La durée de l'accord-cadre court à compter du 16 juin 2025.

Dans l'hypothèse de la fin de l'accord-cadre, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

7. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : 67 - Bas-Rhin (FR-67).

8. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Le livret de sécurité du prestataire ;
- Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
- L'offre technique du titulaire ;

9. Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

10. Modalités d'exécution des prestations

10.2. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne un représentant chargé de le représenter auprès de l'acheteur. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le Titulaire désigne également sur la base de son offre un ou des correspondants privilégiés auprès de l'acheteur.

10.3. Conditions d'exécution

a) Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 30 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

b) Délais d'exécution des prestations forfaitaires

Les délais d'exécution des prestations forfaitaires sont fixés au sein du C.C.T.P.

En complément des articles 2 et 3.8 du C.C.A.G.-F.C.S., les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par l'acheteur au(s) titulaire(s) de l'accord-cadre.

c) Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Par dérogation à l'article 3 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle, le cas échéant
- le délai d'exécution de la prestation, le cas échéant

- les lieux d'exécution des prestations
- la référence au devis, le cas échéant

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation au C.C.A.G.-F.C.S., les notifier à l'acheteur dans un délai de **3 jours** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 3 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 7 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le C.C.A.G.-F.C.S.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **3 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

d) Exigences relatives aux prestations

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins du marché, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- à veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- à maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

10.4. Obligation du titulaire

a) Obligation de conseil et plan de progrès

Obligation de conseil :

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dérèglements, dysfonctionnements, dangers** potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Plan de progrès :

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- Considérations environnementales (cf article 10.7 du présent CCAP)
- Consommations d'énergie
- Hygiène, sécurité
- Tout autre sujet susceptibles d'être identifiés par les parties au cours de l'exécution du marché

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir **semestriellement** un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès:

- les objectifs ;
- les indicateurs de mesure ;
- les actions à la charge du titulaire ;
- les actions à la charge de l'acheteur ;
- les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

b) Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

c) Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

10.5. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le

marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.6. Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

10.7. Considérations environnementales

a) Clause de réduction de l'empreinte carbone

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

- Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental en favorisant les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.
- Le titulaire assure la formation des chauffeurs à l'éco-conduite.

b) Clause de gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre (*par exemple, filtres, fluides frigorigènes, pièces défectueuses...*).

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

c) Clause de durabilité des équipements

Le titulaire s'engage à :

- Prioriser la maintenance préventive et corrective des équipements afin de prolonger leur durée de vie lorsque cela est possible et pertinent plutôt que le remplacement prématuré des installations concernées.
- Promouvoir l'utilisation de pièces de rechange de qualité, afin d'éviter la mise au rebut prématurée des équipements.
- S'assurer que les équipements installés et maintenus respectent des normes environnementales et de durabilité.

d) Clause de gestion de l'eau

Dans le cadre de la maintenance des systèmes CVC, le titulaire doit s'assurer du bon fonctionnement des installations afin d'éviter les fuites d'eau et d'optimiser l'utilisation de l'eau dans les processus de refroidissement.

Il doit mettre en œuvre des solutions visant à réduire la consommation d'eau dans les bâtiments.

e) Clause d'utilisation de produits et matériaux sans perturbateurs endocriniens

Le titulaire devra s'assurer que les produits, matériaux, équipements et pièces de rechange utilisés dans les installations concernées par le marché ou tout autre domaine dont il a la charge ne contiennent pas de substances identifiées comme perturbateurs endocriniens, telles que certains plastifiants (phtalates), retardateurs de flamme, ou autres produits chimiques toxiques.

A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations, il doit mettre en œuvre une politique d'achats responsables, en privilégiant des fournisseurs et produits certifiés sans substances chimiques dangereuses pour la santé (par exemple, certification Ecolabel ou autres labels environnementaux reconnus).

10.8. Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Il est exigé du titulaire, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois après notification du marché ainsi que toutes ses mises à jour ultérieures.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

10.9. Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel dans le cadre du présent marché :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la prestation prévue au présent marché.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent marché public.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : opérations de maintenance multitechnique

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- Nom, prénoms des collaborateurs de la CPAM du Bas-Rhin

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes :

Conformément au C.C.A.G.-F.C.S., l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la

confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

10.10. Clause de réexamen

Modifications concernant la réalisation de projet ayant un impact sur les consommations énergétiques:

Dans l'éventualité où l'acheteur décide de réaliser un projet ayant un impact énergétique positif ou négatif sur un de ses sites (isolation, rénovation, clos-couvert, etc.), le titulaire ne pourra s'y opposer et fera ses meilleurs efforts pour l'accompagner dans ce projet, dans les limites des prestations prévues au marché.

Si des modifications du périmètre des prestations sont nécessaires, l'acheteur pourra demander un ajustement des prix du marché sur la base des prix des services concernés.

Modifications concernant l'ajout de prestations :

L'acheteur pourra intégrer, par avenant, dans le périmètre du marché des prestations relatives à de nouveaux équipements, ouvrages et/ou installations et/ou bâtiments ou de nouvelles prestations.

Ces prestations devront être intégrées par le titulaire sur la base et en cohérence avec les prix proposés du marché initial.

A titre d'exemple et de manière non-exhaustive, il peut s'agir:

- d'équipements de vidéosurveillance;
- de panneaux photovoltaïques/solaires;
- de climatiseurs;
- de l'intégration/suppression d'un nouveau bâtiment, salles, etc...

NB : à ce titre, le Titulaire prend note que le Siège de la CPAM du Bas-Rhin, 16 rue de Lausanne fera l'objet de travaux de réhabilitation qui devraient débuter en 2026 pour s'achever fin 2028/début 2029.

Ainsi, il est prévu que ce site soit retiré du présent marché lors de cette période. Les agents dudit site seront répartis entre les sites « Illkirch », « Lobstein » et « Seyboth ».

Ce retrait sera formalisé par un avenant.

10.11. Constatation de l'exécution des prestations

c) Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du C.C.A.G.-F.C.S.

d) Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du C.C.A.G.-F.C.S.

e) Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du C.C.A.G.-F.C.S., et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

10.12. Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au C.C.A.G.-F.C.S.

La garantie prévue au C.C.A.G.-F.C.S. s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

10.13. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité selon les conditions ci-dessous.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de la prestation aux frais et risques du titulaire.

a) Pénalités de retard

Pénalités de retard :

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement des factures à venir du titulaire.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation au C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

b) Pénalités liées à l'exécution des prestations

La liste de ces pénalités figure à l'annexe n°8 du C.C.T.P. et au tableau ci-dessous :

Critère de qualité du service	Item	Moyen de contrôle	Calcul des pénalités
Indicateurs spécifiques à la phase de prise en charge			
Livrables	Non-transmission des livrables attendus (cf. paragraphe III.8 du C.C.T.P.)	- Sur constat de manquement	10 % du montant mensuel forfaitaire par jour ouvré de dépassement
Indicateurs spécifiques à la phase d'exploitation courante			
Interventions préventives	Exécution du plan de maintenance préventif : non réalisation d'1 OT préventif sur 1 trimestre civil	- Extraction de la GMAO - Planning des interventions préventives	- 200 € / OT préventif non réalisé dans le trimestre civil

		- Audits (preuve de pièce changée...)	
Interventions correctives	Délai non respecté	- Par manquement - Extraction de la GMAO - Audits contradictoires (échantillonnage)	100 € / jour de retard
Consignes et à dispositions respecter	Non-respect d'une des règles élémentaires de sécurité (intervention sans plan de prévention, port des EPI, habilitations à l'accès des locaux techniques...)	- Sur constat de manquement	- 750 € / constat
Audits contradictoires des prestations	Obtention d'un résultat négatif à un audit contradictoire (seuil à définir)	- Grille d'audit contradictoire	- 200 € / audit négatif
Moyens minimaux	Non-conformité de l'organisation et des moyens minimaux définis au contrat	- Sur constat de manquement - Documents contractuels (offre du Prestataire, avenants...)	- 300 € / constat
Rapports d'activité	Non-transmission d'un rapport d'activité dans les délais contractuels (cf. paragraphe V.14 du C.C.T.P.)	- Sur constat de manquement	10 % du montant mensuel forfaitaire par jour ouvré de dépassement
Tenue à jour des outils SI	Absence de compte-rendu d'intervention dans la GMAO à l'issue de la clôture d'un OT	- Extraction GMAO	- 25 € / constat
Suivi énergétique	Manquement aux obligations relatives à la performance énergétique (cf. paragraphe III.9.12 du C.C.T.P.)	- Sur constat de manquement (fiches de suivi...)	- 100 € / mois / manquement constaté / mission <i>Par ex. : le relevé des consommations désigne 1 mission prévue au C.C.T.P.</i>
Indicateurs spécifiques à la phase de réversibilité			
Livrables de la réversibilité	Non-transmission des livrables attendus au titre de la réversibilité (cf. paragraphe III.10 du C.C.T.P.)	- Sur constat de manquement	- 10 % du montant mensuel forfaitaire par jour ouvré de dépassement
Installations et locaux	Dégradation d'un ouvrage ou d'une installation par rapport à l'état initial	- Analyse des rapports d'états des lieux d'entrée et de sortie	- Coût des travaux de remise en état à la charge du Prestataire

11. Régime financier

11.2. Forme et contenu des prix

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

L'année 2025 sera facturée au prorata des prestations effectivement exécutées.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés complets. Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, la préparation des documents, l'organisation des réunions, les communications téléphoniques émanant du personnel du Titulaire, les frais d'élaboration et de livraison des livrables, les frais d'assurance, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et tous les frais de déplacement.

11.3. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont révisables à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

BT 01 (n)

P = P(o) x [(0,30) + (0,70) (-----)] dans laquelle :

BT 01 (o)

P = Prix révisé hors T.V.A.

P(o) = Prix hors T.V.A. de l'année précédente

BT 01 (n) = Valeur du dernier indice BT 01 (tous corps d'état – Index Bâtiment base 2010) du mois précédent la date de notification du marché publié sur le site <http://www.insee.fr>

BT 01 (o) = Valeur de l'indice BT 01 (tous corps d'état – Index Bâtiment base 2010) au mois de réception de l'offre.

Il appartient au Titulaire de faire parvenir à l'acheteur concerné, à chaque date anniversaire, les nouveaux prix révisés accompagnés du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à leurs établissements.

L'acheteur vérifiera les éléments transmis et les validera.

La révision de prix ne pourra être appliquée sur facture qu'après la validation de l'acheteur.

Les prix révisés seront alors fermes pour une nouvelle année, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin du marché.

Les prix révisés ne sont applicables qu'aux prestations réalisées après la date de révision (elle ne s'applique pas aux prestations en cours).

Les nouvelles annexes financières qui découleront de cette révision se substitueront aux documents précédents sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre. Le changement des indices pourra se faire par courrier.

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à **5 %**, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

11.4. Avances

L'avance pourra être versée dès lors que les conditions relatives au montant et à la durée du bon de commande fixées par les articles R. 2191-16 et, par renvoi, R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sont remplies.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Pour la partie forfaitaire, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11.5. Modalités financières

c) Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

d) Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

e) Cautionnement et comptable assignataire

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de chaque organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

f) Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours.

La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

g) Modalités de facturation

Dans le cadre de la modernisation de la commande publique, et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, la CPAM du Bas-Rhin s'engage dans la réception dématérialisée des factures de ses fournisseurs.

Le titulaire est invité à utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail **CHORUS PRO**, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera la CPAM du Bas-Rhin en tant que destinataire de la facture : **51744212500012**
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

Pour vous : **SERVICE FACTURIER**

- Le **numéro d'engagement** qui correspond au **NUMERO DE COMMANDE**
- *A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.*

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Le nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- le nom et adresse du destinataire ;

13. Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
Article 10.3.c	Article 3	Notification des bons de commande Réserves des bons de commande
Article 10.13	Article 14	Application des pénalités
Article 12.5	Article 42	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général